

**Irlande - Relations bilatérales -  
Brexit - Déclaration conjointe de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République, et de M. Leo Varadkar,  
Premier ministre de la République  
d'Irlande - Propos de M. Macron**  
(Paris, 24 octobre 2017)

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de recevoir aujourd'hui Leo Varadkar, le Taoiseach d'Irlande, pour notre première rencontre bilatérale et la première occasion que nous avons d'échanger ainsi plus longuement qu'en marge de nos conseils depuis son élection de juin dernier.

Je veux d'abord et avant tout rappeler à Leo notre solidarité, lui présenter à nouveau toutes mes condoléances, pour le bilan de la tempête Ophelia le 16 octobre dernier en Irlande, qui a conduit à des dégâts matériels importants et à trois décès, et lui dire que, nous l'avons évoqué au début du Conseil européen de la semaine dernière, la France, comme le reste de l'Union européenne, se tient aux côtés de l'Irlande.

Je tiens aussi à commencer cette conférence de presse en disant combien je me réjouis de l'accord trouvé hier soir après plusieurs heures de négociation sur le travail détaché entre les ministres du travail européens. Cet accord est le fruit de plusieurs mois de discussions, et d'une initiative que nous avons souhaité lancer au mois de juin dernier, et je crois que ce qui a été conclu hier par les ministres du travail, qui est une étape fondamentale, qui devra se traduire ensuite dans les faits et être mise en oeuvre par l'ensemble des États membres, c'est la démonstration que l'Europe protège également, et protège contre les excès de l'instabilité des règles, des contournements de celles-ci, ou du dumping social.

Vendredi dernier les 27 membres de l'Union européenne ont discuté de l'évolution des négociations sur le Brexit et nous avons, l'un et l'autre, durant l'échange bilatéral que nous venons d'avoir, eu l'occasion de revenir en détail sur les conséquences du Brexit pour nos deux pays.

Je crois pouvoir dire ici que notre volonté est d'abord d'avancer de manière extrêmement groupée sur le sujet du Brexit, et unis, comme nous l'avons rappelé d'ailleurs à 27 vendredi dernier, unis avec un négociateur, unis avec une méthode, de discuter la phase 1 avant d'ouvrir la phase 2, et, tout en notant l'approche plus constructive du Royaume-Uni et les efforts faits par Theresa May avec la volonté de s'en tenir justement à cette organisation.

Avec Leo Varadkar nous avons, dans ce contexte, abordé la situation de l'Irlande, qui est au

coeur de discussions actuelles avec le Royaume-Uni, et j'ai pu renouveler le plein soutien de la France aux préoccupations irlandaises.

L'Irlande sera en effet concernée au premier plan par le Brexit, et l'acquis de l'accord du Vendredi saint doit être totalement préservé. C'est au Royaume-Uni qu'il revient de proposer des solutions concrètes pour minimiser l'impact du Brexit sur la frontière entre l'Irlande et le Royaume-Uni, et c'est un élément essentiel pour l'Irlande, mais c'est également un sujet d'attention constante pour l'Union européenne, et donc également pour la France.

Après le Brexit, la France sera le membre de l'Union le plus proche de l'Irlande. Cette proximité géographique n'est pas abstraite, et elle s'incarne dans des intérêts communs et des éléments de coopération au sein de l'Union européenne, c'est pourquoi nous souhaitons travailler ensemble sur cet agenda de phase 1 et de phase 2 du Brexit, mais aussi par des coopérations bilatérales renforcées, et nous avons ré-évoqué, lors de notre entretien, le projet d'interconnexion électrique entre la Bretagne et l'Irlande qui sera extrêmement structurant et que nous souhaitons voir, l'un et l'autre, avancer.

Au-delà des relations économiques qui sont très dynamiques, dans un contexte de forte croissance de l'économie irlandaise, la dimension culturelle aussi de la relation bilatérale est pour nous importante, et le Taoiseach m'a fait part de sa volonté de rejoindre l'Organisation internationale de la Francophonie, ce dont je le remercie et je me réjouis.

Enfin et surtout, nous avons évoqué plusieurs sujets européens d'intérêts conjoints, pour, là aussi, organiser les débats dans les mois à venir, que nous aurons l'un et l'autre, dans le cadre de cet agenda des chefs d'État et de gouvernement, discuté vendredi matin.

Nous partageons la même volonté de faire avancer l'Europe sur l'Union bancaire, la réforme des politiques d'asile et de migration, sur les politiques de défense, il y aura des discussions en politique interne en Irlande, mais la France continue à promouvoir cet agenda de convergence et de coopération renforcée, et sur plusieurs réformes institutionnelles nous nous sommes retrouvés avec une volonté commune.

Nous avons des intérêts communs, sur la politique agricole, avec là aussi la volonté de pouvoir travailler ensemble sur les prochaines étapes de notre Politique agricole commune, et des points de sensibilité convergents sur les négociations commerciales, j'ai eu l'occasion de m'exprimer très clairement sur ce point jeudi soir lors du Conseil européen, et nous avons, en matière agricole, beaucoup de points communs avec l'Irlande, que nous défendrons en la matière.

Nous avons aussi des points de discussions, que nous avons ré-évoqués là, et sur lesquels nous allons travailler ensemble, en particulier sur le numérique, où si nous partageons très clairement notre volonté d'aller de l'avant sur un agenda offensif, d'innovation, de développement, dans le marché unique, nous avons des discussions qui ne sont pas à leur terme sur le sujet de la taxation. Et je souhaite que nous puissions ensemble travailler pour trouver la voie d'un accord et l'intérêt de nos pays, et de l'Union européenne, et moi, vous le savez, je ne crois absolument pas aux pétitions de principe, aux oppositions stériles, je pense

que nous sommes en capacité de construire la solution qui sera la meilleure sur ce point, pour avancer.

Au total je considère qu'avec Leo j'ai un partenaire, un allié, un décideur européen qui a la volonté d'avancer, de donner plus d'ambition à l'Europe, d'avoir, au-delà de l'histoire qui nous unit et qui a pu inspirer, je dirais de manière croisée, parfois nos littératures, nos cultures et nos décideurs politiques, c'est bien une histoire commune à venir que nous voulons écrire ensemble, et sur l'ensemble des sujets que je viens d'évoquer, des actions concrètes que nous souhaitons pouvoir mener de concert dans les prochains mois et les prochaines années.

Je tiens à nouveau à remercier Monsieur le Taoiseach pour sa visite aujourd'hui à Paris, je visiterai moi-même l'année prochaine Dublin, avec un grand bonheur, et vous serez le bienvenu autant de fois que vous le souhaiterez./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)